

Sujet du mois de novembre 2018

Les réseaux sociaux, les nouveaux supports de la contestation sociale ?

Snapchat, Tinder, Facebook, WhatsApp, Telegram, Twitter, Instagram, les pouvoirs publics se heurtent à la puissance des internautes, via les réseaux. En terme de contestation sociale, ils offrent une technologie dans laquelle tout à chacun peut être acteur avec pour conséquence une réactivité importante.

C'est sur les réseaux que se tissent les premiers nœuds de communication et d'appels à des rassemblements spontanés. Utilisés par une large majorité de la population dans la sphère privée, leur fonctionnement n'est plus inconnu. Beaucoup de personnes, notamment chez les jeunes y consacrent une bonne part de leur loisir quand d'autres en ont fait leur métier. Ceux-là, community manager, influenceur, youtubeur, sont à l'origine de la création des pages Facebook et des relais sur la communication et les alimenteront par la prévision de nouveaux points de rendez-vous, l'ajout de photos et de vidéos (que l'on ne retrouvera pas dans les médias). Connus pour ses coups d'éclat sur les réseaux, Yannick Krommenacker, gilet jaune alsacien, blessé à Paris, a fait un carton avec sa vidéo de la manifestation du 1^{er} décembre, vue plus d'1,2 millions de fois sur Facebook. Le 17 novembre, il avait déjà été interpellé après avoir formé une chaîne humaine et condamné à 4 mois de prison ferme.

Cette communication très réactive, d'autant qu'elle s'enrichit, avec l'envoi immédiat des commentaires de tous ceux qui se sentent concernés, compense certainement le manque de structuration de ces mouvements. C'est ce qui se passe dans la mouvance anarchiste, où des blogs et sites sont riches et véhiculent mensuellement une activité de lutte continue soutenue de conseils et de cibles à choisir en priorité, une véritable stratégie du désordre. Et justement, les Black blocs sont au cœur du mouvement des gilets jaunes comme ils l'ont été dans les manifestations contre la loi travail ou celui des universités. Eux-aussi relaient et ceux-là sont sans doute les plus organisés avec une pratique du terrain qui en plus, est inscrite dans l'ancienneté.

Cette réactivité peut être très virulente avec pour conséquence de véritable lynchage médiatique. Loïc Branchereau, membre de La République en marche à Strasbourg (Bas-Rhin), a reçu tellement d'insultes et de menaces après la diffusion de son hashtag #SansMoiLe17, qu'il a fini par déposer une plainte. Nombre d'élus ont été insultés sur des tweets, dans certaines petites communes où tout le monde se connaît, on peut imaginer que certains ne s'en remettent pas. 49 % d'entre eux ne souhaitent pas se représenter aux prochaines élections (enquête réalisée par l'Observatoire de la démocratie de proximité), un taux qui passe à 55 % dans les communes de moins de 500 habitants.

Les particuliers n'y échappent pas. Certains imprudents, naïfs, exposant leur vie, leurs mœurs, ou leur mode sur les réseaux, ne se rendent pas compte qu'on ne peut pas plaire à tout le monde, voir que l'on puisse déchaîner la haine. Un jeune chanteur et influenceur (suivi par plus de 544 000 personnes sur Youtube), Bilal Hassani, est harcelé et menacé de mort sur Twitter après la diffusion d'un show case le 13 novembre dans lequel il n'a pas caché son homosexualité : « Ça n'a pas plus à tout le monde », déclare le YouTubeur. « Ces gens me reprochent tout simplement d'exister, ils disent que je suis un fléau pour l'humanité ». Lui aussi a déposé une plainte compte tenu de la virulence des messages.

De même que les entreprises. Un torrent de critique à l'encontre d'un magasin Bricomarché de Carhaix (Finistère) a conduit au retrait d'une affiche ainsi que des produits placés en tête de gondole ayant provoqué ce tollé. L'enseigne mettait en avant le Roundup dans une campagne de déstockage avant l'entrée en vigueur de l'interdiction. Il a suffi d'un internaute indigné pour relayer le 12 octobre sur les réseaux une photo du rayon. L'enseigne a, de plus, prudemment présenté ses excuses, toujours sur les réseaux.

Cette réactivité s'exerçant contre des particuliers, des entreprises, des personnalités publiques et maintenant contre l'Etat est difficilement contrôlable. Le résultat d'une telle mobilisation est inquiétant comme l'ont démontré les 3 actes des gilets jaunes. En trois semaines, tout un pays a été désorganisé, des manques d'approvisionnements constatés en mains endroits, des dégâts considérables estimés déjà à plusieurs millions. Et la stupeur du côté des pouvoirs publics au vu du nombre de personnes à contenir, les forces de l'ordre clairement en sous-effectifs et de la diversité des gens participant au mouvement. Entre jeunes ultras venus en découdre, casseurs venus pour piller, et retraités, père et mères de famille en colère, certes, mais paisibles dans leur large majorité, la réponse sécuritaire n'est pas simple.